

ACTIONS LOCALES, LEÇONS GLOBALES

Ouganda, Burundi, Niger :
L'urgence des solutions durables



TABLE DES MATIÈRES

| | |
|---|-----------|
| Résumé | 3 |
| Introduction | 4 |
| Réfugié-e-s en Ouganda : Quelles perspectives de solutions durables ? | 5 |
| Le pays africain accueillant le plus de réfugié-e-s..... | 5 |
| De la dépendance humanitaire à des moyens de subsistance durables | 6 |
| Les lacunes en matière de protection doivent être au premier plan | 8 |
| La réinstallation – une solution durable oubliée pour les plus vulnérables? | 10 |
| <i>> RECOMMANDATIONS pour favoriser des solutions durables pour les populations réfugiées en Ouganda (et ailleurs)</i> | <i>12</i> |
| Retourner au Burundi, mais dans quelles conditions ? | 13 |
| Un nouvel élan de retour..... | 13 |
| Revenir dans un contexte socio-économique sous pression | 15 |
| Médiation, accès à la justice et cohésion sociale..... | 17 |
| Vers un retour durable et digne des populations retournées au Burundi et au-delà? | 19 |
| <i>> RECOMMANDATIONS pour assurer un retour durable et digne au Burundi .</i> | <i>20</i> |
| Climat et insécurité alimentaire au Niger : Prévention, agroécologie et mobilité humaine | 21 |
| Des systèmes alimentaires de plus en plus fragilisés | 21 |
| Anticiper et gérer le risque avant la crise | 23 |
| L'agroécologie comme pilier de systèmes alimentaires durables | 24 |
| L'apport sous-estimé de la mobilité humaine | 26 |
| <i>> RECOMMANDATIONS pour répondre à l'insécurité alimentaire et contribuer à l'adaptation climatique au Niger.....</i> | <i>28</i> |

Résumé

Les témoignages et analyses rassemblés par Caritas International Belgique (CI.be) dans cette édition de « Actions Locales, Leçons Globales » soutiennent l'appel du Pape François à la « mondialisation de la solidarité internationale ». ¹ Plus particulièrement, le contexte de polycrise mondiale nous pousse à renforcer notre soutien aux populations affectées par les crises humanitaires oubliées – liées aux risques climatiques, alimentaires et de conflits – et à repenser les modalités d'action dans la durée.

Nos organisations partenaires du réseau Caritas au Burundi, au Niger et en Ouganda partagent ici leurs expériences et leur expertise locale afin de développer avec nous des leçons globales pertinentes pour la Coopération belge au développement et l'aide humanitaire, et ses partenaires.

Leurs analyses portent sur les enjeux et recommandations suivants :

- **Le renforcement des réponses et structures locales en matière de prévention des risques climatiques, alimentaires et de conflits.**
- **Le soutien au développement socio-économique dans des contextes fragiles, par la promotion de l'agriculture familiale et de sources de revenus diversifiées, inclusives et durables.**
- **L'intégration des enjeux de mobilité, de protection des population déplacées et de paix dans les programmes et politiques.**
- **L'élaboration d'une position sur le « triple nexus » qui explicite la vision de la Belgique dans son implémentation dans des contextes fragiles.** ²

¹ Vatican News (2021) [L'appel du Pape à la mondialisation de la solidarité face aux défis actuels.](#)

² Pour plus d'informations, veuillez consulter les revendications des membres de 11.11.11 (2021) [Triple Nexus: How Humanitarian, Development and Peace Actors can Work Together.](#)

Introduction

Le terme « **crises prolongées** » peut paraître contradictoire... mais dans plusieurs parties du monde, dont dans des pays partenaires de Caritas International Belgique (CI.be), certaines crises humanitaires s'enlisent et n'en finissent pas de durer. Comment ? Souvent par une combinaison de dynamiques de conflit non résolues, de systèmes fragiles et du fait des impacts dévastateurs du dérèglement climatique, un ensemble conduisant également à des cycles récurrents de déplacements forcés des populations. L'instabilité mondiale en 2022 n'a fait qu'accentuer l'impact et l'intensité de ces crises pour les populations affectées.

La situation à l'Est de la RD Congo, qui était le sujet de [l'édition précédente de cette publication](#) en est un exemple particulièrement illustratif. Cette nouvelle édition met en avant des leçons et des pistes d'actions issues de trois autres contextes. En **Ouganda**, le modèle ambitieux d'accueil des populations réfugiées continue d'être mis sous une pression importante par des arrivées constantes de la RD Congo et du Soudan du Sud voisins. Au **Burundi**, des mouvements forcés persistent du fait de l'instabilité socio-économique et politique, ainsi que du manque de garanties pour les ménages réfugiés qui retournent vivre au sein de leur communauté après plusieurs années en exil. Finalement, le **Niger** est en prise avec des catastrophes climatiques, environnementales et sociales conjuguées, alimentant des niveaux record d'insécurité alimentaire dans le pays.

En dépit de la gravité de ces crises, les **réponses de la communauté humanitaire restent inadéquates**. La tendance au sous-financement structurel des réponses humanitaires internationales se confirme et s'aggrave par l'enchaînement de la crise du COVID-19 et de la Guerre en Ukraine.³ À titre d'exemple, le Plan de réponse humanitaire pour le Burundi a été financé à hauteur de 30% pour 2022, tandis que le taux de celui au Niger avoisine 50%.⁴ La mobilisation de ressources financières n'est pourtant qu'une partie de la solution : un élan de réforme du secteur est essentiel, afin de faire évoluer le modèle actuel vers des **programmes et politiques à la hauteur des besoins, qui s'inscrivent réellement dans la durée** et où les ressources ne dépendent plus du degré de couverture médiatique d'une crise.

Les analyses reprises dans cette publication se rejoignent par les alternatives qu'elles proposent, en visant les *causes* des crises avant tout. Premièrement, des actions concertées doivent être menées afin de **renforcer les capacités et de recentrer les responsabilités des acteurs nationaux et locaux** dans la prévention des risques multiples.⁵ Deuxièmement, **la fragilité des sources de revenus et des systèmes alimentaires sont des causes importantes des crises et ils doivent devenir plus résilients** – cette logique s'applique tant dans des contextes d'accueil de réfugiés ou d'adaptation climatique. Finalement, les enjeux de mobilité et de déplacements forcés devraient impulser des engagements **garantissant systématiquement une protection et un soutien à la fois pour les communautés d'accueil et pour les populations en mouvement**, qu'elles soient migrantes, réfugiées, déplacées à l'intérieur de leurs pays, ou rapatriées. La cohésion sociale doit également devenir transversale dans les politiques et programmes afin d'assurer une gestion équitable des ressources limitées et d'éviter, voire résoudre, des conflits entre différents groupes au sein d'une communauté.

³ The New Humanitarian (2022) [How the focus on Ukraine is hurting other humanitarian responses](#).

⁴ Données issues d'[OCHA](#).

⁵ Cependant, les [analyses](#) démontrent que les bailleurs internationaux n'ont jamais été près de tenir leurs promesses de financement direct aux acteurs locaux : seulement 1,2 % de l'aide humanitaire internationale est allée directement aux ONG locales en 2021.



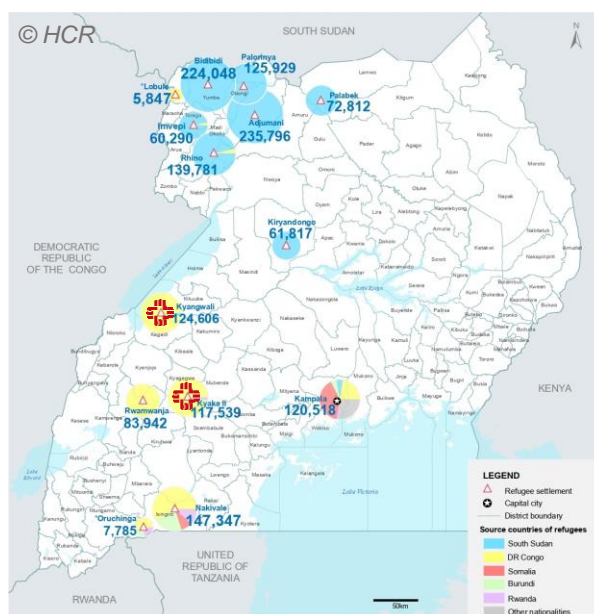
Réfugié-e-s en Ouganda : Quelles perspectives de solutions durables ?

Cette analyse a été rédigée en partenariat avec [Caritas Hoima \(HOCADÉO\)](#)

Les conflits qui s'enflamment en RD Congo et au Soudan du Sud continuent de pousser des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants à fuir vers l'Ouganda, le pays africain accueillant déjà le plus de réfugié-e-s. Alors que les autorités ougandaises expriment leur intention de poursuivre leur longue tradition d'hospitalité et de protection, certains obstacles clés subsistent sur la voie de la promotion de solutions durables pour toutes et tous.

Le pays africain accueillant le plus de réfugié-e-s

Les cycles insolubles de violence au Soudan du Sud et dans l'est de la RD Congo ont généré des déplacements à grande échelle vers l'Ouganda depuis des décennies.⁶ Au cours du premier semestre 2022, près de 70.000 réfugié-e-s ont traversé la frontière vers l'Ouganda à la fois dans le sud-ouest et dans le nord du pays. Pour les 1,5 million de personnes réfugiées qui y vivent déjà, dont beaucoup depuis de nombreuses années, le sort des familles récemment arrivées ébranle les espoirs de retour dans leur pays d'origine (pour l'exemple des réfugié-e-s retournant au Burundi, lire l'analyse ci-bas).



Carte de la situation des réfugié-e-s en Ouganda (en juillet 2022), y compris l'emplacement des programmes et partenariats actuels de CI.be.

Dans le même temps, le **système d'accueil et l'espace de protection internationale en Ouganda ont également capté moins d'aide internationale.**

L'année dernière, le Programme alimentaire mondial (PAM) a été contraint de réduire ses rations alimentaires de 60 % – une réduction générale qui a directement diminué les moyens de subsistance quotidiens des ménages réfugiés, en particulier pour les familles les plus vulnérables et celles qui ont besoin de protection. En 2022, les chocs causés par la guerre en Ukraine ont eu un impact supplémentaire sur le financement de l'aide et ont conduit à une flambée des prix pour les ménages en Ouganda.⁷ Il est inquiétant de constater que les possibilités concrètes de réinstallation dans des pays tiers – réservées aux réfugié-e-s présentant un profil particulièrement vulnérable – continuent d'être très en deçà des engagements pris.

⁶ Pour plus d'informations sur comment Caritas répond à ces défis en RD Congo, veuillez lire la [première édition d'Actions locales, leçons globales – « Surmonter la fragilité en RD Congo »](#).

⁷ Segawa (juin 2022) [The shrinking of "Rolexes" in Uganda due to the war in Ukraine](#).

ACTIONS LOCALES, LEÇONS GLOBALES

Décembre 2022 – Réfugié-e-s en Ouganda : Quelles perspectives de solutions durables ?

Ce contexte difficile a **hypothéqué la perspective de solutions durables pour les communautés réfugiées** : le retour est un risque mortel, l'inclusion socio-économique durable dans la société ougandaise reste inégale, tandis que la réinstallation n'est accessible qu'à une petite minorité.

De la dépendance humanitaire à des moyens de subsistance durables

Le système d'accueil des réfugiés en Ouganda est **souvent cité en exemple**. Contrairement à d'autres pays de la région, les politiques et les lois ougandaises accordent aux populations réfugiées un accès indiscriminé à l'emploi, à l'éducation et aux soins de santé. Elles consacrent également la liberté de mouvement et le droit d'entreprise. Une fois leur dossier traité, les personnes réfugiées sont relogées dans des « villages d'accueil » où elles se voient attribuer une parcelle de terre.

Bien que cette vision et cette stratégie d'accueil devraient en théorie favoriser l'autonomie et les possibilités de développement pour les communautés réfugiées et d'accueil, leur **potentiel reste largement inexploité dans la pratique**. Les niveaux de pauvreté parmi les populations réfugiées restent élevés, en particulier par rapport aux Ougandais-es.⁸ Bien qu'elles soient la principale source de revenus dans les villages d'accueil et les régions où elles se trouvent, la quantité et la qualité limitées des terres distribuées offrent souvent des possibilités insuffisantes pour mettre en place des activités agricoles durables.⁹ Le marasme économique contraint de nombreuses familles à dépendre d'une aide humanitaire restreinte pour répondre à leurs besoins quotidiens. Aujourd'hui, chaque personne réfugiée reçoit une ration alimentaire quotidienne d'une valeur de seulement 400 UGX (0,10 euros), ce qui ne permet même pas d'acheter un chapati (pain) qui coûte environ 500 UGX (0,12 euros).

Le constat du risque de dépendance croissante à l'aide explique que l'autonomie est devenue un objectif crucial pour répondre durablement à de nombreuses situations de déplacement prolongé dans le monde.¹⁰ Dans le cas de l'Ouganda, cet objectif ne sera atteint **qu'en renforçant les activités visant à développer des perspectives d'emploi durables**. Grâce à son travail dans les villages d'accueil et avec les communautés d'accueil dans le nord et l'ouest du pays, le réseau Caritas a collaboré avec des individus et des groupes communautaires pour développer leurs activités génératrices de revenus, à la fois agricoles et non-agricoles.¹¹ Ces actions se sont concentrées sur l'injection de capitaux et l'organisation de formations techniques et professionnelles dans les districts d'accueil des réfugié-e-s, le soutien à l'agriculture familiale durable sur les parcelles mises à disposition, ainsi que par la mise en place d'associations villageoises d'épargne et de crédit (VSLA). L'esprit d'entreprise et l'innovation sont également mis en avant.

⁸ En 2018, une [enquête de la Banque mondiale](#) signalait que 50% de la population réfugiée en Ouganda vivait dans la pauvreté, comparé à 17 % des Ougandais-es dans les mêmes régions.

⁹ En 2016, les familles réfugiées nouvellement arrivées (quelle que soit leur taille) se sont vu attribuer des parcelles de 50x50 m², aujourd'hui, celles-ci ont été réduites à 15x30 m² en raison de pénuries de terres et de situations de surpeuplement.

¹⁰ Dans le cas de l'Ouganda, voir le [Comprehensive Refugee Response Framework in Uganda](#) et le [2020-2025 Jobs and Livelihoods Integrated Response Plan for Refugees and Host Communities](#)

¹¹ Pour plus d'informations sur les projets de CI.be en Ouganda, visitez notre [page dédiée](#).

ACTIONS LOCALES, LEÇONS GLOBALES

Décembre 2022 – Réfugié-e-s en Ouganda : Quelles perspectives de solutions durables ?

« Nous avons commencé notre production de champignons de manière innovante, en construisant une pièce sombre où nous sommes en mesure de faire pousser et de cultiver des champignons en peu de temps. Nous avons créé un nouveau marché dans la zone et nous avons déjà commencé à enseigner à d'autres membres de la communauté comment faire de même. »

- Justine Uwimana, 22 ans, est une entrepreneuse congolaise née dans le village d'accueil de Kyangwali, dans l'ouest de l'Ouganda.



Justine (à droite) avec sa mère Albertine Nzamukunda (à gauche), qui a fui le Nord-Kivu pour l'Ouganda il y a plus de 20 ans. Elles ont fondé Upendo Group, une initiative VSLA soutenue par Caritas.

Dans la perspective de libérer pleinement le potentiel de l'accueil des personnes migrantes, les expériences de Caritas à l'international comme en Belgique ont démontré qu'investir dans la génération de revenus permettra aux communautés de **briser les cycles de dépendance à l'aide, d'encourager les personnes réfugiées sur la voie d'une plus grande autonomie, mais aussi de contribuer au développement des pays d'accueil et d'origine.**¹²

Les **droits et les ambitions des communautés d'accueil doivent également être partie intégrante des stratégies de développement durable et pacifique** dans les zones d'accueil des populations réfugiées en Ouganda. La situation précaire des communautés d'accueil, également confrontées à des défis liés à la pauvreté, à l'accès aux services et à la protection, renforce l'argument en faveur d'un développement inclusif et durable de manière plus générale. Dans les différentes régions accueillant des villages d'accueil, ils ont parfois accru la pression sur les ressources naturelles, avec pour conséquences la dégradation de l'environnement et la déforestation. Ces questions sont devenues des sources sous-jacentes de conflits, de discrimination et de concurrence aux niveaux individuel et communautaire, fragilisant parfois la cohésion sociale. Il est **impératif que la gestion durable des ressources bénéficie d'un soutien ambitieux** afin que l'Ouganda puisse continuer à fournir un refuge sûr tout en offrant des opportunités socio-économiques, ainsi qu'une protection, pour toutes et tous.

¹² Pour une analyse compréhensive des liens entre les migrations et le développement, voir le rapport de Caritas International Belgique (2019) [Penser une Maison Commune](#).

ACTIONS LOCALES, LEÇONS GLOBALES

Décembre 2022 – Réfugié-e-s en Ouganda : Quelles perspectives de solutions durables ?



Edward est le président de Wazee Tuamkeni – un groupe VSLA fondé par une communauté d'Ougandais-es à l'ouest du pays, non loin du village d'accueil de Kyangwali. Le réseau Caritas les a soutenus dans le développement d'activités agricoles durables basées sur des pratiques agroécologiques.

« Nous avons dû nous adapter à une société et à un climat changeants, bouleversant nos traditions et nos modes de vie. Nous étions une communauté de pêcheurs vivant sur les rives du lac Albert. Mais nous avons dû faire face à une longue liste de défis : des restrictions de la part des autorités, des menaces de bandits, un environnement hostile dû à des décennies de déforestation. Aujourd'hui, les explorations pétrolières sur le lac ont également entraîné le déplacement physique de nos communautés. »

- Edward, 23 ans, est un agriculteur vivant proche du lac Albert, à l'ouest de l'Ouganda.

Les lacunes en matière de protection doivent être au premier plan

Les restrictions imposées sur l'aide humanitaire frappent le plus durement les plus précaires. À mesure que les rations alimentaires diminuent, les membres les plus vulnérables des communautés réfugiées – mères célibataires, mineur-e-s non accompagné-e-s (MENA), victimes de violences sexuelles et basées sur le genre (VSBG) – versent dans une existence encore plus précaire. En outre, **les mécanismes de justice et de protection restent gravement sous-financés et peu accessibles dans les villages d'accueil des réfugié-e-s en Ouganda**, y compris pour les enfants non accompagné-e-s et les victimes de VSBG.

Bien que la visibilité de ces questions se soit accrue ces dernières années, il existe encore **d'importantes lacunes dans le régime de protection des mineurs étrangers non accompagnés (MENA) en Ouganda**. En juillet 2022, 31.609 enfants non accompagné-e-s ont été identifié-e-s à travers le pays, tandis que des enquêtes récentes ont montré que cette population ne cesse de croître : par exemple, au cours de l'année écoulée, près d'un millier d'enfants isolé-e-s ont été enregistré-e-s à la frontière congolaise à Kisoro.¹³ Dans la pratique, ces enfants arrivent sans leurs parents ou d'autres adultes, souvent parce qu'ils sont décédés ou séparés pendant et après avoir fui la violence dans leur pays. Une fois en Ouganda, un système de tutelle est en place, mais il est à peine soutenu, forçant souvent les tuteurs et tutrices à abandonner les enfants par manque de ressources. Afin de combler cette lacune, le réseau Caritas a renforcé entre 2021 et 2022 les moyens de subsistance socio-économiques de 355 mineurs non accompagnés dans les villages d'accueil de Kyangwali et Kyaka II, dans l'ouest de l'Ouganda. De nouveaux investissements dans l'éducation spécialisée et de qualité, la gestion des cas de protection de l'enfance et le développement des compétences restent essentiels pour répondre de manière adéquate aux besoins critiques de chaque enfant à risque, quel que soit son âge.

¹³ HCR (2022) [Ouganda - Statistiques sur les réfugiés \(juillet 2022\)](#).

ACTIONS LOCALES, LEÇONS GLOBALES

Décembre 2022 – Réfugié-e-s en Ouganda : Quelles perspectives de solutions durables ?



Bahati (à gauche) et Issa (à droite) ont été soutenus par Caritas afin que Bahati puisse devenir le tuteur légal d'Issa et démarrer une boulangerie pour subvenir à leurs besoins quotidiens, tels que les frais de scolarité d'Issa.

« Nous avons tous les deux perdu nos parents à cause des violences au Nord-Kivu. Quand nous nous sommes rencontrés pour la première fois, je voulais absolument trouver une manière de le soutenir. Aujourd'hui, nous sommes une famille et Issa n'a plus besoin d'être seul. »

- Bahati Maneno, 26 ans, et son fils adoptif Issa Barijunaki, 17 ans, qui est arrivé seul au village d'accueil de Kyangwali en Ouganda .

Les violences sexuelles et basées sur le genre sont également une tendance de protection sous-déclarée et négligée dans le contexte de l'accueil des réfugié-e-s en Ouganda. Ceci malgré un risque accru pendant et après le déplacement en raison de cycles de violence et d'une rupture des structures familiales et communautaires. Les récents confinements liés à la COVID-19 et les fermetures d'écoles en Ouganda ont été particulièrement éprouvants pour les jeunes et ont entraîné une augmentation des cas signalés de VSBG et de grossesses chez les adolescentes. Les évaluations effectuées par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) ont indiqué que les formes de VSBG les plus fréquemment signalées au sein du ménage étaient la violence physique (51%), suivie de la violence sexuelle (43%) et des mariages forcés (38%).¹⁴

L'augmentation des cas de VSBG ne se limite toutefois pas aux communautés réfugiées, car il s'agit également d'une tendance croissante parmi les populations d'accueil. Parallèlement, les acteurs répondant aux VSBG en Ouganda ont connu une réduction drastique de leurs financements au cours des dernières années. Ce manque de ressources rend la réponse aux lacunes préexistantes encore plus difficile : l'absence de suivi régulier avec les victimes, la réinsertion socio-économique, la médiation et l'accès coûteux à la justice.

« Les personnes et leurs communautés luttent dans des situations où elles se retrouvent dans un environnement inconnu. Par exemple, nous avons été directement témoins de la façon dont la violence peut augmenter au sein d'un ménage pendant et après les épisodes de déplacement. »

- Père Francis Xavier Magezi, Directeur exécutif de Caritas Hoima (HOCADAO), partenaire local de Cl.be dans l'ouest de l'Ouganda.



¹⁴ HCR et REACH (2021) [National Report: Uganda Refugee Operation - Participatory Assessment](#).

ACTIONS LOCALES, LEÇONS GLOBALES

Décembre 2022 – Réfugié-e-s en Ouganda : Quelles perspectives de solutions durables ?

Les graves problèmes de protection auxquels sont confrontées les communautés réfugiées et d'accueil ont poussé Cl.be et ses partenaires locaux, Caritas Hoima et Caritas Fort Portal, à élaborer et à plaider en faveur de **réponses coordonnées pour la protection des personnes à risque telles que les victimes de VSBG et les enfants non accompagné-e-s**. Cette approche comprend la réponse aux besoins immédiats par un soutien psychosocial et juridique, ainsi que la couverture des frais médicaux et la distribution de kits de dignité pour les victimes des violences.

En outre, Caritas vise à fournir des outils de réinsertion socio-économique par le biais d'opportunités d'emploi et de formation pour les gardien-ne-s des MENA et les victimes de VSBG, permettant aux individus de protéger leur dignité et de subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. Cette stratégie est également motivée par la compréhension que **les incidents de protection ne sont pas isolés, mais plutôt un enjeu communautaire et sociétal qui présente des défis multisectoriels**. En conséquence, une série de formations et de sessions de sensibilisation sont organisées avec les autorités et les communautés en général sur les questions de cohésion sociale, d'égalité des sexes, d'exploitation et de protection de l'enfance. L'objectif global est de contribuer à un environnement de protection holistique dans les zones d'accueil des réfugié-e-s dans l'ouest de l'Ouganda.

La réinstallation – une solution durable oubliée pour les plus vulnérables?

Pour certain-e-s des réfugié-e-s les plus vulnérables, la réinstallation dans un pays tiers représente souvent la seule solution réaliste et durable pour mener une vie sûre et digne. Mais **les possibilités de réinstallation font toujours cruellement défaut pour les populations réfugiées en Ouganda**, y compris pour les MENA et les victimes de VSBG. Depuis 2016, seulement 18.776 personnes ont été réinstallées de l'Ouganda vers l'Europe et au-delà, ce qui représente environ 15 % des 125.403 réfugié-e-s en Ouganda qui ont été identifié-e-s pour la réinstallation.¹⁵ Le rythme lent des départs en 2022 (765 personnes réinstallées de janvier à août¹⁶) devrait servir comme un **avertissement que des milliers de personnes, dont certaines attendent déjà depuis des décennies, risquent de voir leur chance de trouver une réelle protection encore retardée ou même abandonnée**. Les principaux pays d'accueil des réfugié-e-s, comme l'Ouganda, continuent d'assumer la plus grande responsabilité face à la dégradation de la solidarité financière et de réinstallation des États aux revenus élevés.

L'Union européenne (UE), y compris la Belgique, doivent déployer des efforts concertés pour mettre en œuvre leurs engagements existants et renforcer leurs programmes de réinstallation.¹⁷ En 2019, les États membres de l'UE s'étaient engagés à réinstaller 30.000 réfugié-e-s en 2020. Alors que la pandémie de COVID-19 a présenté un obstacle non négligeable, la Belgique et ses voisins tardent à respecter leurs engagements, malgré des besoins de réinstallation records dans le monde. Depuis 2018, la Belgique n'a

¹⁵ Selon les catégories du HCR : Besoins de protection juridique et/ou physique ; Survivants de torture et/ou de violence (y compris la violence sexuelle); Besoins médicaux; Les femmes et les filles à risque; Regroupement familial; Enfants et adolescents à risque (y compris les MENA); Manque de solutions alternatives durables.

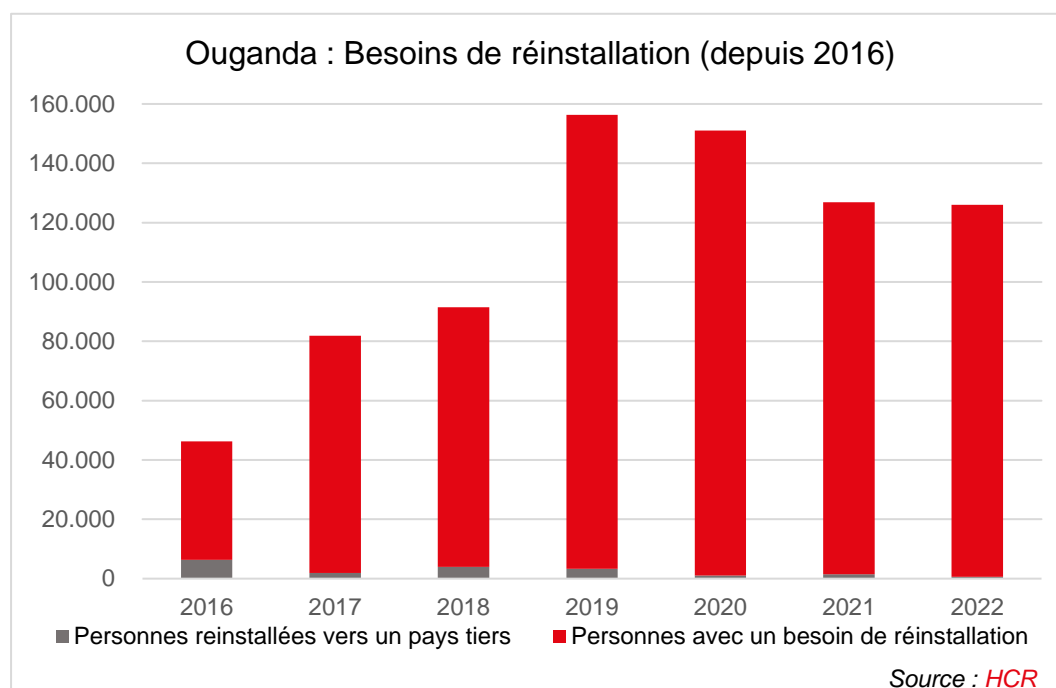
¹⁶ HCR (2022) [Resettlement Data Finder](#) (consulté en septembre 2022).

¹⁷ Pour plus d'informations, voir la déclaration de Caritas Europa de juin 2022 : ["Mounting global needs call for renewed European leadership on resettlement"](#).

ACTIONS LOCALES, LEÇONS GLOBALES

Décembre 2022 – Réfugié-e-s en Ouganda : Quelles perspectives de solutions durables ?

réinstallé aucune personne réfugiée en Ouganda,¹⁸ bien que des centaines de personnes aient déjà eu leurs dossiers approuvés par le HCR et les autorités belges sur base de critères spécifiques.¹⁹ Elles se retrouvent donc dans l'incertitude depuis plusieurs années.



La réinstallation mérite aussi d'être défendue comme l'une des solutions durables, aux côtés d'une inclusion locale enracinée dans la promotion des moyens de subsistance socio-économiques durables et d'un environnement de protection pour les plus vulnérables (enfants, victimes de violences et de violations, etc.), à la fois pour les communautés réfugiées et d'accueil en Ouganda. En l'absence de perspectives de retour en RD Congo ou au Soudan du Sud, ce sont les domaines programmatiques et politiques qui devront être prioritaires dans les perspectives de solutions durables pour les populations réfugiées et des communautés qui les accueillent.

¹⁸ En 2021, le Gouvernement belge a promis 1.500 places de réinstallation au total, mais seulement 964 et 31 personnes sont arrivées en 2021 et 2022 respectivement. Aucune arrivait d'Ouganda. La secrétaire d'État soutient – comme ses prédécesseurs – que cela est dû au manque de places dans les centres d'accueil en Belgique.

¹⁹ Pour plus d'informations sur les étapes de la procédure de réinstallation pour les réfugié-e-s particulièrement vulnérables en Belgique, veuillez visiter [la page dédiée de Fedasil, l'agence fédérale responsable pour l'accueil des personnes réfugiées](#).

> RECOMMANDATIONS pour favoriser des solutions durables pour les populations réfugiées en Ouganda (et ailleurs)

Dans le cadre du **Pacte mondial sur les réfugiés**, des centaines de gouvernements, dont les ougandais, européens et belge, se sont engagés à accorder une priorité aux solutions durables pour les personnes réfugiées, ainsi que les communautés qui les accueillent.²⁰

Afin de respecter ces engagements, **les bailleurs internationaux, y compris la Belgique et l'UE, doivent accroître leur soutien politique et financier au « Comprehensive Refugee Response Framework » et aux appels humanitaires** liés à l'accueil des populations réfugiées en Ouganda (et ailleurs), en accordant une attention particulière à :

1. **Soutenir des acteurs et structures locales impliquées dans la protection et l'accueil**
 - Mettre la protection au premier plan **en soutenant des approches coordonnées, holistiques et communautaires pour répondre aux défis de VSBG et de protection de l'enfance** ;
 - Soutenir les initiatives renforçant **la cohésion sociale, la gestion durable des ressources et la protection de l'environnement** afin d'atténuer et de prévenir les conflits, ainsi que les incidents de protection ;
 - Elaborer un plan d'action budgétisé pour encourager une **meilleure participation des communautés réfugiées et de leurs représentant-e-s dans les politiques nationales, régionales et dans les villages d'accueil**.
2. **Privilégier des interventions programmatiques d'urgence visant aussi des moyens de subsistance vers un développement socio-économique**
 - **Investir massivement dans l'autonomisation des personnes, les moyens de subsistance et le développement socio-économique des régions d'accueil**, en soutenant les possibilités de formation et d'emploi pour les communautés réfugiées et d'accueil dans le secteur agricole et au-delà ;
3. **Respecter et accroître les engagements de réinstallation des réfugié-e-s**
 - L'UE, et la Belgique, devraient **mettre en œuvre les engagements existants et accroître leurs places de réinstallation** pour les réfugié-e-s les plus vulnérables en Ouganda ;
 - **Au moins 20% des places annuelles de la Belgique devraient être réservées** pour la région des Grands Lacs.

²⁰ Pour plus de détails sur les engagements des gouvernements et d'autres acteurs en faveur de l'inclusion locale, de la réinstallation et de la coordination des politiques, veuillez consulter le [plateforme dédiée du HCR](#).



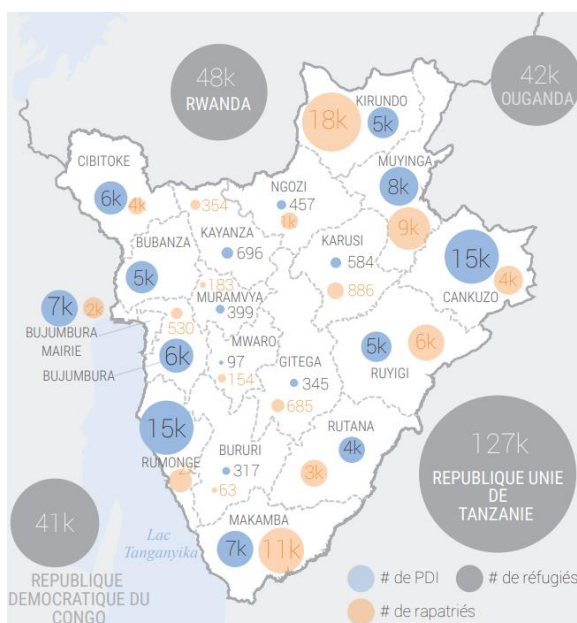
Retourner au Burundi, mais dans quelles conditions ?

Cette analyse a été rédigée avec le département Justice et Paix de la Caritas Muyinga (ODEDIM).

En février 2022, l'Union européenne (UE) levait les sanctions politiques sur le Burundi, en citant comme signe de progrès le « grand nombre de réfugiés {qui y} sont retournés volontairement ».²¹ Derrière ces statistiques, des centaines de milliers de personnes de retour au pays après plusieurs années en exil continuent de faire face à une multitude de défis spécifiques. Pour y répondre une approche holistique accompagnée d'un suivi et un soutien des engagements pris par le Gouvernement burundais s'imposent.

Un nouvel élan de retour

La situation au Burundi continue d'être marquée par des mouvements de population au sein du pays – personnes déplacées en interne (PDI) et réfugiées – mais aussi par le rapatriement des personnes qui ont dû quitter le pays par le passé. Tandis que plus de 200.000 personnes réfugiées sont retournées au Burundi depuis 2017, les Nations unies prévoient l'arrivée de 70.000 retours additionnels pendant l'année 2022.²² La majorité des personnes réfugiées sont revenues de la Tanzanie, mais aussi d'autres pays de la région comme le Rwanda, la RD Congo ou le Kenya. **Ils et elles avaient notamment quitté le pays lors d'épisodes d'instabilité politique et de violence, tels qu'en 1972, en 1993 ou en 2015, mais aussi dû aux fragilités économiques, sociales et climatiques qui persistent au Burundi.** Au-delà des retours par les « voies officielles »,²³ s'ajoutent les milliers de personnes qui ont également décidé de regagner leur pays par leurs propres moyens, mais pour qui des statistiques fiables sont souvent absentes.



ACTIONS LOCALES, LEÇONS GLOBALES

Décembre 2022 – *Retourner au Burundi, mais dans quelles conditions ?*

Des **cycles de déplacement et de retour au Burundi se produisent depuis des décennies, diversifiés en fonction de la géographie, la durée ou la raison du mouvement des personnes**. Des trajets de retour avaient déjà eu lieu avant, durant et suivant la période de transition mettant fin à la guerre civile qui débutait en 1993. En effet, « l'Accord de paix d'Arusha » signé en 2000 engageait le Gouvernement burundais à « encourager le retour des réfugiés et des sinistrés et à assurer leur réinstallation et leur réinsertion ». ²⁴ Quinze années plus tard, la crise politique de 2015 a eu l'effet inverse et a amené des centaines de milliers de personnes à quitter le pays pour fuir les violences et l'instabilité. Aujourd'hui, l'amélioration perçue du contexte socio-politique, suivie par des initiatives renouvelées par le nouveau gouvernement pour encourager le retour, a motivé plusieurs milliers de personnes à retourner au Burundi.

La situation dans les pays d'accueil joue aussi un rôle clé dans la prise de décision des rapatriés. En effet, bien que l'ONU souligne l'importance du caractère volontaire, dignifié et informé du retour, ²⁵ **certains pays d'accueil tels que la Tanzanie durcissent depuis plusieurs années leurs politiques vis-à-vis des personnes réfugiées**. Bien que le pays accueille des déplacés burundais depuis plus de cinquante ans, le Gouvernement tanzanien a récemment renoncé à ses engagements de les naturaliser, ²⁶ en pointant du doigt le manque de soutien financier et politique de la communauté internationale pour assurer un accueil digne et à long-terme. ²⁷ Des retours forcés ont aussi été documentés depuis la Tanzanie vers le Burundi dans le cadre de cette politique restrictive. ²⁸

« On ne nous a pas assez soutenu lorsque nous sommes revenus. Mon mari est décédé il y a quelques années, et je me retrouve à devoir travailler sur un champ qui ne m'appartient pas. Mais ce n'est pas suffisant pour soutenir mes cinq enfants ou même les inscrire à l'école. »

- Jacinthe a fui le Burundi pendant la guerre civile en 1993, elle s'est réfugiée avec sa famille en Tanzanie pendant douze années, avant de revenir s'installer dans la province de Kirundo, au nord du pays.



²⁴ [Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi](#) (2000).

²⁵ Voir le texte du [Pacte mondial sur les réfugiés](#).

²⁶ ECHO (2018) [Tanzania – Comprehensive Refugee Response Framework Withdrawal](#).

²⁷ Selon l'[ONU](#), la réponse régionale aux réfugiés burundais-es a seulement été financée à 34 % du financement requis en 2021.

²⁸ DW (2019) [Burundi : retour forcé des réfugiés depuis la Tanzanie](#).

ACTIONS LOCALES, LEÇONS GLOBALES

Décembre 2022 – Retourner au Burundi, mais dans quelles conditions ?

Revenir dans un contexte socio-économique sous pression

De retour au Burundi, l'inclusion des populations exilées est un défi important à plusieurs niveaux. **Un grand nombre de retourné-e-s reviennent sans références économiques (par exemple, de propriété ou de terres) ou sociales**, notamment dans le cas des personnes dont la famille a quitté le pays il y a plusieurs décennies. La cohabitation avec les communautés d'accueil peut également être tendue dû aux défis autour de la pression sur des terres et des ressources, déjà limitées, et des conflits fonciers. Ces défis multiples poussent même des personnes retournées à devoir se « re-déplacer » vers une autre colline, province, ou même un autre pays, du fait du manque de solutions aux conflits liés à la terre, des difficultés à s'adapter au système scolaire, mais surtout aux situations socio-économiques précaires dans lesquelles elles se trouvent. La vulnérabilité accrue et le risque de « re-déplacement » pour les personnes retourné-e-s appellent des réponses adaptées.

Afin de subvenir à leurs besoins immédiats, les ménages retournés qui sont enregistrés auprès des agences des Nations unies reçoivent un soutien sous la forme de « kits de retour », qui incluent des articles ménagers, une subvention en espèces, ainsi qu'une assistance alimentaire. Cependant, **le suivi mené par ces mêmes agences a démontré que « l'aide fournie à chaque ménage ... s'est avérée insuffisante » et « ne {dure} pas pendant la période prévue de trois mois ».**²⁹ En même temps, beaucoup de personnes retournées décident de ne pas emprunter les voies officielles de retour par manque d'information ou, dans le cas de certaines qui sont parties lors de la crise politique de 2015, par peur d'être ciblées. Dans ces cas, elles se retrouvent sans assistance et généralement en situation encore plus précaire. Ainsi, ce sont souvent les organisations locales telles que Caritas, ancrées au sein même des communautés,³⁰ qui sont chargées d'identifier leurs besoins et de les soutenir dans leur processus de retour.



© Isabel Corthier / Caritas International

« J'ai pu m'acheter une chèvre mais aujourd'hui je rêve de ma propre parcelle. Depuis mon retour au Burundi j'ai vécu sur trois collines différentes et je peine à trouver où réellement m'installer avec mes quatre enfants. »

- Créssance a quitté le Burundi en 1993 mais est revenue en 1999 après avoir vécu six ans dans un camp en Tanzanie. Tout comme 2.000 ménages retournés et déplacés dans la province de Kirundo, sa famille a bénéficié d'une assistance monétaire de la part de Caritas dans le cadre du programme Tugabanye.

²⁹ HCR (2021) [Burundi Refugee Return and Reintegration Plan](#).

³⁰ Pour plus d'informations, voir "Ancrage local et réactivité : les piliers de la réponse d'urgence de Caritas" dans Caritas International Belgique (2021) [Actions locales, leçons globales : Surmonter la fragilité en RD Congo](#).

ACTIONS LOCALES, LEÇONS GLOBALES

Décembre 2022 – Retourner au Burundi, mais dans quelles conditions ?

La durabilité limitée de l'aide d'urgence implique que la réintégration durable et digne des ménages retournés doit se **focaliser sur l'accès aux moyens de subsistance diversifiés et au développement des synergies « nexus » entre les actions humanitaires et de développement structurel**.³¹ Cette analyse est motivée par le contexte d'insécurité alimentaire chronique au Burundi, particulièrement dans les provinces frontalières de Makamba, Kirundo et Ruyigi où se trouvent à la fois la majorité des réfugié-e-s retourné-e-s et parmi les pires scores alimentaires du pays.³² **Les personnes rapatriées, ainsi que celles qui sont déplacées au sein du pays (PDI), sont particulièrement vulnérables à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition.**

La grande majorité de la population du Burundi, dont 88% des ménages retournés, dépend de l'agriculture de subsistance.³³ Mais d'après l'ONU, « la plupart {des retourné-e-s} ont déclaré ne pas avoir les ressources adéquates pour produire leurs terres.»³⁴ Ces manquements s'expliquent notamment par une **insuffisance d'intrants agricoles et de terres cultivables**. Cependant, **le degré de restriction sur les activités économiques pendant les périodes d'exil** peut aussi entraîner des longues périodes d'inactivité et une baisse de la productivité.³⁵ Des différences claires existent, par exemple, entre avoir vécu en Ouganda, où les personnes réfugiées ont accès au travail (voir *Réfugié-e-s en Ouganda : Quelles perspectives de solutions durables ?* ci-haut), et dans des camps en Tanzanie où les restrictions sur l'emploi sont strictes. Enfin, bien que la nécessité de soutenir l'agriculture durable et la génération de revenus soient soulignées dans les stratégies onusiennes et gouvernementales pour la réintégration au Burundi, celles-ci sont largement sous-financées.³⁶

Le retour durable et digne des populations réfugiées est également un enjeu d'adaptation climatique. **Le Burundi se retrouve extrêmement vulnérable aux chocs climatiques et environnementaux tels que les sécheresses, l'érosion, les inondations, et tout autant aux complexités liées à la gouvernance des ressources et aux déplacements de population qui en découlent**.³⁷ Ces aléas sont davantage fréquents au nord et à l'est du pays - où résident une large proportion des ménages retournés. Vu les faibles récoltes liées aux sécheresses au début de l'année 2022, la période de soudure en cours (septembre - décembre 2022) présage d'aggraver des situations de crise alimentaire.³⁸ L'investissement dans des pratiques agricoles durables, plus adaptées aux chocs climatiques et à une gestion équitable des ressources entre les communautés,³⁹ devrait être résolument intégré au sein des politiques en soutien aux populations réfugiées et déplacées.

³¹ Pour plus d'informations, voir 11.11.11 (2021) [Triple Nexus : How Humanitarian, Development and Peace Actors can Work Together](#).

³² IPC (septembre 2022) [Burundi: Analyse de l'insécurité alimentaire aiguë - juin-décembre 2022](#).

³³ HCR (2021) [Burundi Refugee Return and Reintegration Plan](#).

³⁴ *ibid*

³⁵ ACAPS (mai 2022) [Burundi - Complex Crisis](#) ; Fransen, Ruiz, & Vargas-Silva (2017) [Return migration and economic outcomes in the conflict context](#).

³⁶ HCR (2021) [Burundi Refugee Return and Reintegration Plan](#).

³⁷ Selon les données du [ND-GAIN Country Index](#), le Burundi est classé 165^{ème} sur 182 pays en matière de résilience aux catastrophes naturelles et au changement climatique.

³⁸ IPC (septembre 2022) [Burundi: Analyse de l'insécurité alimentaire aiguë - juin-décembre 2022](#).

³⁹ Pour plus d'informations, voir Caritas International Belgique (2021) [Les communautés rurales du Burundi face au réchauffement climatique](#), ainsi que l'analyse *Climat et insécurité alimentaire au Niger : Prévention, agroécologie et mobilité humaine* ci-bas.

ACTIONS LOCALES, LEÇONS GLOBALES

Décembre 2022 – Retourner au Burundi, mais dans quelles conditions ?

Médiation, accès à la justice et cohésion sociale

Le retour implique la cohabitation de groupes et de populations qui ont été séparés pendant de nombreuses années voire même des décennies. Dans un contexte de mouvements de populations, la cohésion sociale est définie par plusieurs facteurs, tels que le rapport à l'autre, la résilience et l'inclusivité des institutions et services sociaux, l'existence d'opportunités socio-économiques, les processus de mémoire et de réconciliation, l'impunité ou encore l'accès à la justice. Quand elles ne sont pas considérées comme transversales et prioritaires aux niveaux des politiques et des programmes, les **questions de cohésion sociale peuvent être directement liées à des situations d'injustices, de violences (telles que celles basées sur le genre) ou d'intolérance.**

Malgré des efforts reconnus dans l'enregistrement des documents d'identité des retourné-e-s burundais-e-s,⁴⁰ l'impunité, **l'absence de mesures de compensation pour des familles rapatriées qui ont perdu leurs terres et de soutien aux victimes des violences compromettent la coexistence pacifique.** En collaboration avec les Commissions Justice et Paix diocésaines, Caritas met en place un accompagnement psychosocial et juridique des personnes déplacées et retournées, avec une attention particulière sur la protection des plus vulnérables (femmes, enfants, personnes âgées).⁴¹ En l'absence de structures locales dédiées, des personnes sont également formées sur les techniques de gestion pacifique des conflits intracommunautaires. Des études ont notamment démontré que les femmes se retrouvent davantage défavorisées dans les conflits fonciers au Burundi.⁴² Ces médiateurs/trices jouent aussi un rôle important dans la promotion et la protection des droits des femmes, ainsi que la prise en compte des inégalités de genre au sein des politiques.

« De retour sur ma colline natale, j'ai trouvé que les autorités communales avaient installé une station de pompage sur ma parcelle. Je me suis rendue à la commune pour revendiquer l'accès à mon terrain, mais mes droits n'ont pas été rétablis. J'ai ensuite été référée aux équipes de Caritas qui m'ont aidé à constituer un dossier que nous avons présenté au tribunal. Suite aux auditions, la commune a décidé de m'attribuer une autre parcelle aux mêmes dimensions, sans que je ne dépense aucun sous. »

- Mariam s'est réfugiée au Rwanda en 2015. Elle est revenue à Kirundo après six années en exil.



⁴⁰ HCR (2021) [Global Compact on Refugees – Indicator Report](#).

⁴¹ Pour plus d'informations sur les activités de protection de Caritas et CDJP au Burundi, veuillez voir notre [page dédiée au programme ProHumA, financé par la Coopération belge](#).

⁴² Mbazumutima (2021) [Land Restitution in Postconflict Burundi](#).

ACTIONS LOCALES, LEÇONS GLOBALES

Décembre 2022 – *Retourner au Burundi, mais dans quelles conditions ?*

Plus encore, les besoins de médiation et d'appui juridique pour les ménages, dont retournés, témoignent de l'importance du rôle des **acteurs des sociétés civiles et autorités locales, provinciales et nationales dans la promotion du vivre ensemble et d'une paix durable et inclusive entre les communautés du Burundi**. La sensibilité des questions que soulève le mouvement de retour et la fragilité institutionnelle devraient conduire les acteurs à intégrer ces questions au sein des politiques et programmes. Les réponses holistiques, dans l'esprit du « nexus »,⁴³ doivent être privilégiées autant que possible afin de garantir un retour durable et digne où les besoins socio-économiques, qu'ils soient immédiats ou à long terme, soient priorités, en veillant au respect des droits et des principes de « Do No Harm » - avec l'attention qui s'impose pour les dynamiques interpersonnelles et intercommunautaires.



En 2022 dans la province de Kirundo, autour de 20.000 personnes ont été sensibilisées sur la cohésion sociale et la réconciliation par le biais de 100 séances de sport, de théâtre et d'échanges organisées dans le cadre du [programme Tugabanye, financé par la Coopération belge](#).

Parmi les populations réfugiées et déplacées burundaises, de nombreuses personnes ont été directement victimes ou témoins des violences en 1972 ou de la guerre civile entre 1993 et 2005. Cette réalité rappelle que le renforcement de la cohésion sociale et de l'accès à la justice pour les victimes de violences et de déplacement doivent autant que possible être **liés aux processus de réconciliation et de justice transitionnelle**, telles que celles menées par les communautés elles-mêmes ou par les organes nationaux comme la « Commission vérité et réconciliation » ou (précédemment) la « Commission nationale terres et autres biens ». Sur le chemin vers une société burundaise plus juste, inclusive et prospère, les efforts de paix durable doivent ainsi être considérés comme inséparables des initiatives d'inclusion socio-économique et pacifique des populations retournées.

⁴³ Pour un exemple concret de ce type d'approche, voir « Triple nexus en RD Congo : vers des solutions durables pour les populations affectées par des crises complexes » dans Caritas International Belgique (2021) [Actions locales, leçons globales : Surmonter la fragilité en RD Congo](#).

ACTIONS LOCALES, LEÇONS GLOBALES

Décembre 2022 – *Retourner au Burundi, mais dans quelles conditions ?*

Vers un retour durable et digne des populations retournées au Burundi et au-delà?

La décision en février 2022 de l'Union européenne de lever les sanctions politiques sur le Burundi doit être accompagnée à la fois d'un **suivi des garanties du Gouvernement par rapport aux populations retournées, mais aussi d'un soutien financier et politique pour une réintégration durable et digne**. Ces perspectives doivent être encadrées par les conclusions des Accords de paix d'Arusha par rapport au retour des populations réfugiées, mais aussi être évaluées à la lueur des engagements pris par le Gouvernement burundais dans le cadre du « Pacte mondial sur les réfugiés » (GCR).⁴⁴ Bien que le « Plan national de développement 2018-2027 » intègre les enjeux économiques, de protection juridique, et de sécurité pour les populations retournées, le « Plan conjoint de retour et de réintégration » du Gouvernement et des Nations unies a seulement été financé à 21% en 2021.⁴⁵ Sans opportunités socio-économiques viables, d'accès équitable à la justice ou de résolutions aux conflits sous-jacents, les promesses faites aux personnes et familles rapatriées au Burundi risquent de ne jamais être tenues. Avec les risques de turbulences que cela comporte.

La situation au Burundi n'est pas une exception. **Les problématiques liées au retour, en tant qu'une possible solution durable aux situations de déplacement forcé, continuent d'être sous-estimées dans les politiques internationales**. Bien qu'il soit non-contraignant, le processus du GCR avait fixé deux objectifs spécifiques pour favoriser les conditions d'un retour dans les pays d'origine en sécurité et dans la dignité : le premier sur l'augmentation des financements pour soutenir la réintégration durable, et le second sur la réinsertion socio-économique en tant que telle. Néanmoins, seulement 4% des engagements pris dans le cadre du GCR par une panoplie d'acteurs – des États, des autorités régionales, des organisations internationales, du secteur privé, de la société civile – allait dans ce sens.⁴⁶ Dans un contexte mondial où le nombre de retours continue d'être à la baisse du fait des obstacles économiques, politiques ou sécuritaires dans les pays d'origine, des engagements communs clairs et financés continueront d'être essentiels.

⁴⁴ HCR (2022) [Le HCR salue les engagements du Burundi dans le cadre du Pacte mondial sur les réfugiés](#).

⁴⁵ ONU Burundi (2022) [Aider les rapatriés burundais à se construire un avenir plus prospère et stable](#).

⁴⁶ HCR (2021) [Global Compact on Refugees – Indicator Report](#).

> RECOMMANDATIONS pour assurer un retour durable et digne au Burundi

Les bailleurs internationaux, dont la Belgique, jouent un rôle clé dans le suivi et le soutien aux engagements pris par les Autorités burundaises dans le cadre des Accords de paix d'Arusha et du Pacte mondial sur les réfugiés. **Le financement du Plan conjoint de retour et de réintégration des réfugiés est une première étape pour permettre une réponse adéquate et holistique** aux enjeux multiples.

Au-delà, plusieurs actions spécifiques iraient également dans ce sens :

1. **Soutenir les acteurs et structures locales impliquées dans la protection et l'accueil**
 - Soutenir et formaliser des **structures para-juridiques et de médiation aux niveaux locaux et provinciaux** ;
 - Assurer la mise en place d'un **système de suivi des missions et des cas non-traités de la « Commission terre et autres biens »**, appuyant la résolution de conflits fonciers et créant un lien avec les processus de réconciliation.

2. **Investir dans des moyens de subsistance pour les populations retournées, déplacées et les communautés qui les accueillent**
 - Mobiliser des ressources de développement structurel afin de privilégier **les initiatives d'inclusion et de résilience socio-économique** ;
 - Contribuer à **l'autonomisation des populations réfugiées dans les pays d'accueil**, tel qu'en Ouganda (voir article dédié ci-dessus), renforçant ainsi les perspectives socio-économiques.

3. **Promouvoir les principes et droits explicités dans le Pacte mondial sur les réfugiés**
 - Développer un plan pour **l'inclusion des jeunes retourné-e-s dans le système scolaire burundais**, afin de remédier au décalage avec les systèmes éducatifs dans les pays d'asile ;
 - Défendre l'importance du **caractère digne, informé et volontaire dans les décisions de retour** auprès des instances internationales et des pays d'accueil.



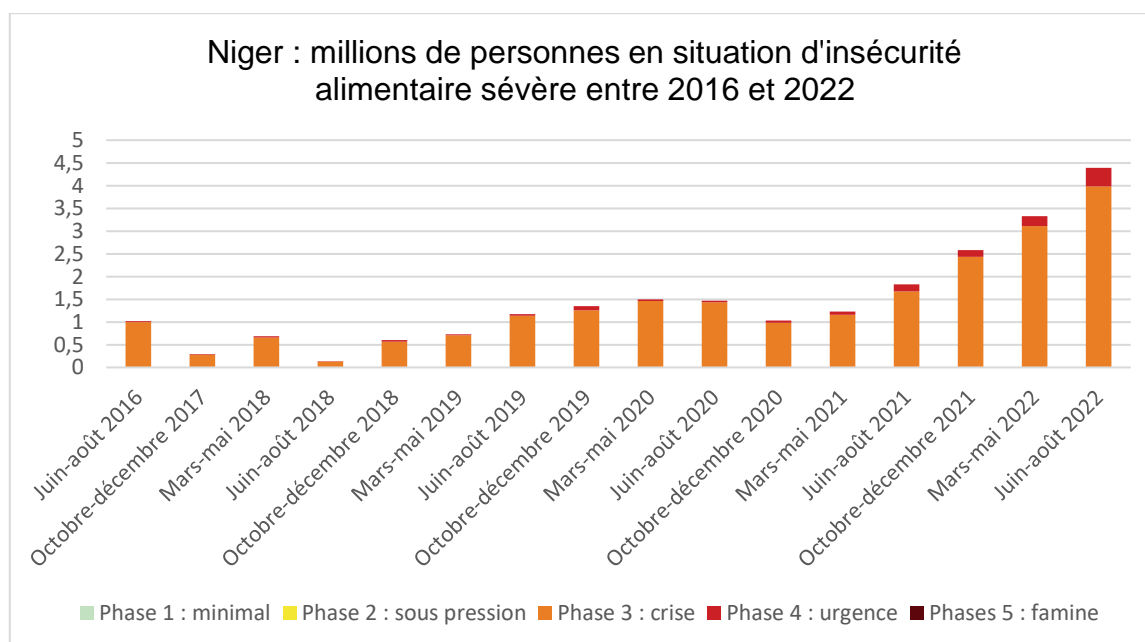
Climat et insécurité alimentaire au Niger : Prévention, agroécologie et mobilité humaine

Cette analyse a été rédigée en partenariat avec la [CADEV Niger](#).

Au Niger, peut-être plus qu'ailleurs, le défi de la sécurité alimentaire ira de pair avec celui de l'adaptation climatique. Trois pistes d'intervention se dessinent aujourd'hui: investir dans la prévention et l'anticipation des risques climatiques, soutenir l'agroécologie pour transformer les systèmes alimentaires, et rendre transversale la mobilité humaine dans le cadre des politiques climatiques et de coopération.

Des systèmes alimentaires de plus en plus fragilisés

En 2022, les habitant-e-s du Niger et du Sahel traversent leur pire période d'insécurité alimentaire depuis des décennies. Dans la région du Sahel,⁴⁷ 12,7 millions de personnes étaient en situation de crise alimentaire pendant la période de soudure (juin à août) 2022.⁴⁸ Cela représente une augmentation de 62% par rapport à la même période en 2021. Une aggravation dramatique de la situation à laquelle n'échappe pas le Niger, où l'on estime que **4,4 millions de personnes se trouvent en situation d'insécurité alimentaire sévère** (+140% entre 2021 et 2022).



Données issues du [Réseau de Prévention des Crises Alimentaires \(RPCA\)](#), consultées en août 2022.

⁴⁷ Burkina Faso, Tchad, Mali, Mauritanie et Niger.

⁴⁸ Données issues du [Réseau de Prévention des Crises Alimentaires \(RPCA\)](#), consultées en août 2022.

ACTIONS LOCALES, LEÇONS GLOBALES

Décembre 2022 – Climat, insécurité alimentaire au Niger: Prévention, agroécologie et mobilité humaine

Pourquoi une telle hausse de l'insécurité alimentaire? Au Niger, comme ailleurs, les systèmes alimentaires s'effondrent à cause d'une multitude de crises connexes qui entrent en résonance. Plus de 80% des populations du Niger et du Sahel dépendent de l'agriculture et de l'élevage pour survivre, mais ces moyens d'existence se retrouvent particulièrement **fragilisés face aux dérèglements environnementaux, sociétaux et économiques**. Le Niger est considéré comme le pays le plus vulnérable, mais également un des moins préparés, face au dérèglement climatique.⁴⁹ Cela se traduit notamment par la désertification accentuée et la répartition de plus en plus irrégulière des pluies, provoquant tant des sécheresses prolongées que des inondations soudaines qui endommagent les cultures agricoles, causent la perte de bétail et détruisent les infrastructures. En conséquence, en 2021 le Niger a produit autour de 40% de nourriture en moins par rapport à la moyenne des cinq dernières années.⁵⁰



© Johanna de Tessières / Caritas International

La sécheresse a particulièrement impacté les cultures dans plusieurs parties du pays, telles que dans la région de Zinder au sud du Niger.

Dans les régions affectées par les violences et les déplacements de populations (Diffa, Maradi, Tahoua, Tillabéry), **les activités des groupes armés continuent d'obstruer l'accès au marché et aux champs et d'affamer des communautés entières**. En plus de l'instabilité causée par les activités des groupes armés depuis plusieurs années et les fermetures des frontières liées aux COVID-19 depuis 2020, la guerre en Ukraine a affaibli les systèmes alimentaires en impulsant **une hausse généralisée des prix des produits importés (entre 18% et 40%)**, tels que le blé, le riz ou les huiles végétales, dont les marchés et ménages nigériens dépendent.

Dans ce contexte troublé, le dérèglement climatique soulève une crise à deux visages : humanitaire et structurelle. Or, en dépit des avancées dans la prise de conscience des cercles vicieux qui nourrissent l'insécurité alimentaire, **les réponses continuent d'être focalisées sur l'aide d'urgence 'réactive', plutôt que vers des stratégies à long-terme**. Ces

⁴⁹ Selon une agrégation de facteurs environnementaux, sociaux et économiques analysée et compilée par **ND-GAIN**.

⁵⁰ RPCA (2021) [37th Annual Meeting – Summary of Conclusions](#).

ACTIONS LOCALES, LEÇONS GLOBALES

Décembre 2022 – Climat, insécurité alimentaire au Niger: Prévention, agroécologie et mobilité humaine

tendances ne sont pas uniques au Niger, ou même au Sahel.⁵¹ Sur la durée, il est nécessaire de miser sur les approches éprouvées de réduction des risques de catastrophes (RRC), d'enclencher une transformation profonde des systèmes alimentaires, ainsi que d'intégrer la mobilité humaine dans les politiques et réponses.

Anticiper et gérer le risque avant la crise

Les dernières analyses, dont celles du GIEC,⁵² le confirment : les désastres d'origine climatiques vont continuer de s'accroître et de produire des crises humanitaires dans le monde. En 2022, la sécheresse prolongée au Niger a plongé des centaines de milliers de paysans dans la dépendance à l'aide alimentaire, tandis que les projections des Nations unies soulignent que plus de 350.000 personnes pourraient être touchées par des inondations en 2022 (par rapport à près de 250.000 en 2021).⁵³ Face à ces urgences, des organisations humanitaires, telles que Caritas, déploient des réponses pour sauver des vies, par le biais de distributions alimentaires ou de CASH. Cependant, l'incapacité à mitiger drastiquement les impacts du dérèglement climatique à travers le monde conduit à perpétuer un **système où l'aide d'urgence, en plus d'être sous-financée,⁵⁴ n'est pas adaptée pour répondre à des chocs cycliques d'une telle ampleur.**⁵⁵

Une des priorités doit être de **renforcer la réduction des risques de catastrophe (RRC)**, qui permet d'éviter des interventions humanitaires plus coûteuses et plus désespérées par la suite.⁵⁶ Plusieurs études ont démontré que chaque dollar dépensé pour des actions de RRC permet d'économiser de deux à sept fois plus en coûts humanitaires d'urgence futurs.⁵⁷ En pratique, les actions de RRC dans un contexte de fragilité climatique tel que le Niger représentent des initiatives comme la gestion durable et communautaire des eaux, la construction de foyers améliorés (qui consomment moins de bois de chauffage), la mise en place de banques céréalères, ou même la prévention de la malnutrition infantile. Depuis quelques années, le concept « d'actions anticipatoires » (AA) recouvre des mesures qui viennent compléter les stratégies de RRC en définissant des cadres de financement et des seuils progressifs pour enclencher une réponse d'urgence dès les premiers indices de celle-ci. Bien que la mise en place de nouveaux programmes de ce type au Niger, à l'image de celui piloté par OCHA,⁵⁸ est encourageante, les stratégies de RRC et d'AA restent négligées dans les financements, la coordination entre les autorités ou la décentralisation des réponses.⁵⁹

⁵¹ GIEC (2022) [Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability](#).

⁵² *Ibid*

⁵³ OCHA (août 2022) [Niger - Flash Update # 2 : Bilan des inondations au Niger \(au 21 août 2022\)](#).

⁵⁴ En 2021, les besoins humanitaires pour les pays du Sahel (2,3 milliard de dollars) n'étaient financés en moyenne qu'à 43%, contre 61% en 2020. À mi-parcours de l'année 2022, l'Appel humanitaire pour le Niger était financé à 24%. Données issues d'[OCHA](#).

⁵⁵ Jameel Observatory, Oxfam, Save the Children (2022) [Dangerous Delay 2: The Cost of Inaction](#).

⁵⁶ Gerber and Mirzabaev (2017) [Benefits of Action and Costs of Inaction: Drought Mitigation and Preparedness – A Literature Review](#).

⁵⁷ Idris (2018) [Cost-effectiveness in humanitarian work: preparedness, pre-financing and early action](#).

⁵⁸ Anticipation Hub (2022) [A new OCHA-facilitated project to protect the most vulnerable people in Niger from drought](#).

⁵⁹ REAP (2021) [Anticipatory Action: The Enabling Environment Case Studies \(Niger\)](#).

ACTIONS LOCALES, LEÇONS GLOBALES

Décembre 2022 – Climat, insécurité alimentaire au Niger: Prévention, agroécologie et mobilité humaine



© Extraits vidéo Ali Tondi Moctar



La prévention de la malnutrition infantile est une activité clé de la CADEV Niger dans la région de Maradi, au sud du pays. Cette approche est basée sur la formation de relais communautaires et dans la diffusion de recettes nutritives qui sont issues de produits locaux.

Pour qu'elles soient plus efficaces, les stratégies de prévention doivent être **ancrées dans les principes de localisation et de participation des communautés directement impactées**.⁶⁰ Dans le cas des actions de Caritas au Niger, les analyses de risques et la mise en place des plans de RRC sont menées par les autorités, organisations et communautés locales elles-mêmes. En même temps, les bailleurs et les autorités nationales doivent aussi soutenir des réponses localisées face au réchauffement climatique. À titre d'exemple, **en 2021, les sociétés civiles nationales et locales n'ont reçu que 0,4% des financements humanitaires dans trois pays du Sahel**.⁶¹ Ces proportions sont en contradiction avec les promesses du processus du « Grand Bargain », entamé en 2016, qui engage les bailleurs humanitaires à allouer 25% du financement directement aux acteurs locaux. De même, les paysan-e-s du Niger et d'ailleurs sont les plus impacté-e-s par les aléas climatiques mais ne reçoivent que 1,7% des fonds mondiaux alloués aux actions climatiques, dont l'adaptation.⁶²

L'agroécologie comme pilier de systèmes alimentaires durables

Les dégâts causés par les catastrophes climatiques soulignent la nécessité de **repenser et de localiser les systèmes agricoles et alimentaires afin qu'ils soient plus inclusifs et résilients aux chocs à long terme**.

L'agroécologie est largement reconnue comme un **ensemble de pratiques agricoles, ainsi qu'un modèle économique et de société, pouvant répondre aux enjeux climatiques et alimentaires majeurs** au Niger et dans la région du Sahel.⁶³ Les pratiques agroécologiques, telles que la régénération des sols, le reboisement, la polyculture, soutiennent des stratégies d'adaptation permettant de renforcer la résilience des systèmes de production alimentaire face

⁶⁰ La localisation de l'aide est un processus collectif des différentes parties prenantes du système humanitaire (donateurs, Nations Unies, ONG) qui vise à octroyer aux acteurs locaux un rôle plus important et central. Pour plus d'informations, voir « Ancrage local et réactivité : les piliers de la réponse d'urgence de Caritas » dans Caritas International Belgique (2021) [Actions locales, leçons globales : Surmonter la fragilité en RD Congo](#).

⁶¹ Données issues d'OCHA.

⁶² IFAD (2020) [Examining the climate finance gap for small-scale agriculture](#).

⁶³ L'agroécologie applique des principes écologiques à l'agriculture afin d'optimiser les interactions entre les plantes, les animaux, les humains et la nature, centrant la durabilité et la justice au sein des systèmes alimentaires. L'agroécologie utilise les ressources et les connaissances disponibles localement et s'adapte à la réalité de l'agriculture familiale dans chaque contexte.

ACTIONS LOCALES, LEÇONS GLOBALES

Décembre 2022 – Climat, insécurité alimentaire au Niger: Prévention, agroécologie et mobilité humaine

aux désastres et à les rendre moins dépendants des énergies fossiles.⁶⁴ Les bienfaits de l'agroécologie pour la sécurité alimentaire sont également prouvés,⁶⁵ autant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, mais aussi dans la lutte contre la pauvreté – elle-même un facteur de vulnérabilité climatique – en garantissant l'accès à un revenu décent pour les paysan-ne-s via une diversification des sources de revenu et le renforcement de l'économie rurale. Dans le cas du Niger, cela permet aux communautés rurales d'avoir les outils pour pallier les impacts des mauvaises récoltes liées aux sécheresses et à la désertification. La localisation de la production agricole et alimentaire mène vers une souveraineté face aux marchés fragilisés par l'insécurité et le commerce inéquitable – des instabilités (inter)nationales et régionales qui peuvent avoir un impact local direct en dépit des distances physiques.



Les pratiques agroécologiques, telles que promues par Caritas, sont particulièrement efficaces dans des contextes comme le Niger où l'accès à l'eau et la désertification représentent des défis de taille.

L'agroécologie intègre également une dimension sociale et politique, en prônant l'équité et la participation des publics marginalisés – les familles avec des petits terrains, menées par des femmes, les plus démunies – qui ont une vulnérabilité accrue face aux risques climatiques et alimentaires due à l'accès inégal aux ressources. Une étude de la CADEV Niger sur le droit à l'alimentation a démontré que, bien que ce droit soit encadré dans la législation et la constitution nigérienne, son exercice nécessite une mobilisation accrue afin d'influencer les politiques locales en la matière. La transition agroécologique implique donc aussi le développement des capacités des communautés rurales à défendre leurs intérêts et leurs droits auprès des autorités et instances politiques.⁶⁶

Malgré la reconnaissance de son apport à la sécurité alimentaire et à l'adaptation climatique, **la transition agroécologique peine à être amorcée, à l'échelle mondiale comme à celle du Niger**. Au Niger, l'agroécologie fait face à un soutien politique limité, ainsi qu'à plusieurs

⁶⁴ Pour un résumé de ces recherches, voir CGIAR (2021) [Agroecology and climate change rapid evidence review: Performance of agroecological approaches in low- and middle- income countries](#).

⁶⁵ HLPE (2019) [Résumé - Approches agroécologiques et autres approches innovantes pour une agriculture durable et des systèmes alimentaires qui améliorent la sécurité alimentaire et la nutrition](#).

⁶⁶ Pour plus d'informations sur les programmes de Caritas dans ce sens, voir [COHERENCE Niger](#).

ACTIONS LOCALES, LEÇONS GLOBALES

Décembre 2022 – Climat, insécurité alimentaire au Niger: Prévention, agroécologie et mobilité humaine

obstacles liés à l'accès aux financements, aux semences et intrants organiques, ou encore l'accaparement des terres.⁶⁷ Le Gouvernement nigérien a annoncé son intention de dédier 15% du budget national à l'agriculture pendant les cinq prochaines années,⁶⁸ mais cette promesse n'a pas encore été concrétisée et l'agroécologie peine à être reconnue dans les politiques de l'État.⁶⁹ Dans le cadre de la Coopération belge, la Coalition Contre la Faim a souligné que seulement 16% des financements liés à l'agriculture soutenaient l'agroécologie,⁷⁰ tandis qu'une évaluation récente du financement climatique international de la Belgique trouvait un manque de « lignes directrices {...} claires quant aux types de modèles agricoles à soutenir ».⁷¹ D'autres approches mises en avant (telles que l'agriculture « climate-smart ») visent également à améliorer la durabilité des systèmes alimentaires, mais elles restent focalisées sur certains aspects (climat, efficacité des intrants) plutôt qu'une réponse systémique aux enjeux climatiques, alimentaires et aux inégalités sous toutes leurs formes.⁷²

L'apport sous-estimé de la mobilité humaine

En plus de la réduction des risques de catastrophes et la transformation des systèmes alimentaires, **la mobilité humaine représente également une stratégie d'adaptation aux défis climatiques et alimentaires au Niger et au Sahel.** Les crises alimentaires et les désastres poussent des individus et ménages à migrer à la recherche de sources alternatives de revenus ou simplement de protection. En même temps, la migration encadrée peut avoir le mérite de soutenir les systèmes et la sécurité alimentaires par le biais de transferts de fonds, qui éclipsent souvent les montants de l'aide au développement, et d'autres types de transferts (technologies, connaissances).⁷³ C'est notamment le cas pendant les périodes de soudure ou de sécheresse au Niger, où la migration circulaire vers des pays voisins (Nigéria, Libye, Algérie) peut contribuer à une gestion plus souple des déficits alimentaires et de revenus au sein du ménage.⁷⁴ Ainsi, la migration peut être à la fois le résultat de l'échec de la mise en place d'autres stratégies d'adaptation (DRR, agroécologie), mais également une approche positive pour le développement et la résilience climatique.

« Je migre régulièrement au Nigéria pour subvenir aux besoins alimentaires de ma famille. Les récoltes sont maigres et ne nous permettent pas de survivre sur le long terme. Elles sont entièrement consommées dans les trois mois. » - Amadou, 31 ans, habite dans la région de Zinder, au sud-est du Niger

⁶⁷ IPES-Food (2020) [Valeur\(s\) ajoutée\(s\) de l'agroécologie : déverrouiller le potentiel de transition en Afrique de l'Ouest.](#)

⁶⁸ ANP (2021) [Le Président Mohamed Bazoum prévoit d'investir 15% du budget national dans le secteur agricole durant les 5 prochaines années.](#)

⁶⁹ Amadou, Cantoreggi et Jaubert (2018) [Les Nigériens nourrissent les Nigériens : quelles perspectives pour les exploitations familiales ?](#)

⁷⁰ CCF (2020) [Pour une aide publique au développement belge qui soutienne la transition agroécologique.](#)

⁷¹ Special Evaluation Office of the Belgian Development Cooperation (2021) [Evaluation of international climate finance. How is Belgium tackling the global climate challenge in vulnerable countries?](#)

⁷² CCF (2021) [Soutenir l'agroécologie pour transformer les systèmes alimentaires.](#)

⁷³ Pour une analyse compréhensive des liens entre les migrations et le développement, voir le rapport de Caritas International Belgique (2019) [Penser une Maison Commune.](#)

⁷⁴ Pour plus de détails et de témoignages, voir Caritas International Belgique (2019) [Migration et sécurité alimentaire.](#)

ACTIONS LOCALES, LEÇONS GLOBALES

Décembre 2022 – Climat, insécurité alimentaire au Niger: Prévention, agroécologie et mobilité humaine

Une récente Note stratégique de la Coopération belge – « La migration comme levier de développement durable » – préconise « **l'intégration systématique et transversale du thème de la migration dans les politiques, stratégies, programmes et interventions** ». ⁷⁵ Il est important d'adapter les politiques et les actions en lien avec la sécurité alimentaire et l'adaptation climatique en fonction du rôle joué par la migration dans les stratégies de résilience de chaque communauté et territoire ciblées. Cela permet d'assurer que personne ne soit laissé pour compte, y compris les ménages dans l'incapacité de migrer. Cette vision transversale est **complémentaire avec les principes de l'agroécologie, en tant qu'approche systémique qui apporte à la fois des bienfaits économiques et sociaux**, basés sur les droits et l'équité. L'intégration des différentes populations en mouvement au Niger (réfugié-e-s, déplacé-e-s des conflits, sinistré-e-s des désastres climatiques) dans les stratégies, peut aussi avoir un impact positif sur la gestion de l'environnement et la prévention des conflits, en particulier en cadrant l'exploitation de ressources qui deviennent de plus en plus limitées (voir aussi les analyses sur le Burundi et l'Ouganda dans cette publication).

Cependant, ces efforts de cohérence des politiques continuent d'être mis en péril par les politiques (européennes) liées à la prévention des migrations et à la lutte contre leurs « causes profondes ». ⁷⁶ À l'inverse d'une approche répressive, les voies sûres et légales doivent être défendues comme des mécanismes favorisant les contributions de la migration aux systèmes alimentaires : le degré de cet apport positif est directement lié à l'existence d'options accessibles, sûres et durables pour migrer. Les **politiques de libre circulation régionales et internationales promeuvent les bienfaits de la migration pour la sécurité alimentaire et l'adaptation climatique, tout en minimisant les risques liés aux voies irrégulières** qui mènent notamment à l'exploitation des personnes en mouvement. L'aide publique au développement doit se focaliser sur les combats contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire, tout en garantissant les choix de mobilité des personnes et évitant qu'elles ne soient contraintes de migrer par manque d'alternative.

⁷⁵ DGD (2022) [Note stratégique : la migration comme levier de développement durable](#).

⁷⁶ Pour un exemple récent du Niger, voir European Commission (2022) [Strengthening cooperation in the fight against migrant smuggling: the European Union and Niger launch operational partnership to tackle migrant smuggling](#).

> RECOMMANDATIONS pour répondre à l'insécurité alimentaire et contribuer à l'adaptation climatique au Niger

À court terme, **contribuer d'urgence aux appels humanitaires 2022-2023 et à venir pour le Niger et le Sahel** afin de permettre aux acteurs humanitaires de répondre aux besoins de sécurité alimentaire et nutritionnelle de millions de personnes.

À moyen et long-terme, répondre aux sources de l'insécurité alimentaire et climatique :

1. **Investir dans les structures locales et dans la prévention des risques climatiques et alimentaires**
 - Dédier une **attention particulière à la réduction des risques et aux actions anticipatoires dans les financements et programmes en lien avec l'adaptation climatique** ;
 - Suivant les engagements du « Grand Bargain », rendre le **soutien direct aux acteurs locaux une priorité, à la fois dans les financements climatiques et de la coopération.**
2. **Soutenir l'agroécologie pour transformer les systèmes alimentaires**
 - Aligner **l'implémentation des nouveaux portefeuilles régional climat et bilatéral de la Coopération belge dans le respect des Accents au sein de la stratégie pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (2021)**, afin de soutenir une transition vers des systèmes durables, résilients et basés sur les principes de l'agroécologie ;
 - Assurer la cohérence des politiques belges à travers tous les secteurs (agriculture, commerce, défense, eau, éducation, environnement), du niveau local au national et international, afin de **ne pas nuire aux objectifs sociaux et environnementaux** visés par une transformation des systèmes alimentaires.
3. **Rendre transversale la mobilité humaine dans le cadre des politiques et programmes**
 - **Concrétiser et évaluer l'intégration des objectifs de la Note stratégique de la Coopération belge « La migration comme levier de développement durable » (2022)** au sein des actions et des nouveaux programmes de coopération bilatérale et régionale au Niger et au Sahel ;
 - Appuyer la **mise en place de voies sûres et légales, ainsi que l'application des politiques de mobilité dans la région**, afin de promouvoir les bienfaits de la migration pour la sécurité alimentaire et comme stratégie d'adaptation.



Rue de la Charité 43
1210 Bruxelles - Belgique
T +32 2 229 36 11
advocacy@caritasint.be
www.caritasinternational.be

Rédaction par Victor Beaume

Contributions par Marie Laure Cichon, Chetima Mai Moussa, Cathrine Meda, Felix Mutwe, Emmanuel Nibogora, Guillaume Schneider, Jean-Yves Terlinden (Caritas International Belgique), Père Francis Xavier Magezi (Caritas Hoima - HOCADEO), Abdoul Illo (CADEV Niger), Innocent Nkeraguhiga (CDJP Muyinga-Burundi)

Éditions par Gilles Cnockaert et Tom Devriendt

Mise en page par Céline Abdel Jalil

Photo de couverture : © Johanna De Tessières

Publication de Caritas International, Rue de la Charité 43, 1210 Bruxelles – Belgique

Date : Décembre 2022

Avec le soutien de la Coopération belge au développement (DGD)



Belgique

partenaire du développement

Les informations contenues dans cette publication ne sont pas forcément le reflet de la position ou de l'opinion du gouvernement belge.

**Cette publication rentre dans le cadre de
« Actions locales, leçons globales », une série de
publications sur les leçons politiques des
engagements du réseau Caritas dans des
contextes fragiles.**

Caritas se réserve le droit de ne pas être tenu pour responsable de l'exactitude et de l'exhaustivité des informations fournies dans cette publication.